

## AGIR VITE!

De grands discours ont « fait » la République. Des discours fondateurs, tel celui de Robespierre contre le suffrage censitaire en août 1791, des discours de progrès tel celui de Jean Jaurès réclamant à la Chambre des Députés, le 21 novembre 1893, l'émancipation sociale des travailleurs, des discours tournés vers l'action, tel celui de Charles de Gaulle, s'adressant à la nation le 23 avril 1961. Celui prononcé par Manuel Valls, le 8 avril dernier, n'a sans doute pas le souffle d'un Camille Desmoulin, d'une Theroigne de Mericourt ou d'un Victor Hugo « renversant l'échafaud », mais il a le mérite de rappeler le devoir de tout homme politique : dire la vérité ! En 1959, Pierre Mendès-France, invité d'une réunion-débat organisée à Paris par l'Association « Cercle ouvert », avait souligné la parenté entre la vérité et le système démocratique : « *La démocratie repose à tout instant sur l'exposé des problèmes, les engagements pris par les hommes qui se proposent de devenir des responsables, et le mandat donné par le pays à ces hommes pour l'exécution de ces engagements* ». Le Premier ministre, à qui nous ne ferons aucun procès d'intention, devra se souvenir qu'il s'est engagé à dire la vérité aux Français : « *Je dirai donc la vérité aux Français, je la leur dois. Vérité sur la situation d'urgence de notre pays, vérité sur les solutions qu'il faut y apporter* ». Au plus haut sommet de l'État, on reconnaît notre perte de compétitivité et on plaide pour qu'une économie de l'offre se substitue aux facilités de la dépense publique. Ce sont là de bonnes bases qui devraient permettre à notre pays d'éviter l'inéluctable déclin. Encore faut-il que le « chantier » soit poursuivi avec courage et rigueur, et que le geste politique accompagne, aussi vite que possible, la parole publique.

### I. UN VERRE À MOITIÉ PLEIN

Une parole entendue, mais dont l'écho se perd un peu hors de nos frontières dans le flot des paroles antérieures... Discuter, comme nous le souhaitons, le rythme d'un retour du déficit sous le seuil des 3 % du produit intérieur brut, signifie-t-il que nous allons modifier le cap pourtant négocié au printemps 2013 ? Allons-nous devenir au sein de l'Europe les champions

des objectifs non tenus et des délais non respectés ? Avons-nous bien conscience que la crise des dettes est précisément née du manque de coordination et de discipline collective des membres de l'Union monétaire dont nous sommes l'un des piliers ?

L'Europe justement, qui envoie au monde des messages contrastés. L'inquiétude, bien sûr, vient du caractère fragile et inégal de la reprise dans la zone euro. Certes, l'Allemagne peut se prévaloir d'une très bonne tenue du marché du travail et d'une amélioration de la confiance des différents acteurs économiques. Mais il s'agit là, malheureusement, d'un cas isolé au sein du continent. Dans son ensemble, la zone reste le maillon faible de la croissance mondiale. Le FMI avance une hausse du PIB de seulement 1,2 % cette année et 1,5 % en 2015. C'est dire – et chacun y pense sans jamais oser la nommer – qu'un risque de déflation n'est pas à écarter.

Pour autant, notre vision du verre à moitié vide n'est peut-être pas celle que l'on doit retenir car, en vérité, si la croissance reste fragile, les inquiétudes s'éloignent et les pays les plus en crise – l'Irlande, la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne – ont retrouvé le chemin de la consolidation. Leurs exportations sont robustes, et l'on peut espérer, dans les prochains mois, que le moteur de la demande intérieure, consommation des ménages et investissement des entreprises, conforte la reprise. Bref, cette Europe que l'on disait moribonde se parle, s'écoute et s'entend. L'euro est certes trop élevé mais il est là et bien là, et cette belle idée reste un idéal de démocratie face à l'archaïsme et le despotisme politique de certains. Mieux, le chômage s'est inscrit sous la barre des 12 % au mois de février dans la zone, à 11,9 %. C'est 166 000 chômeurs de moins par rapport à février 2013 ! Trop encore, mais lentement, un mouvement vertueux s'annonce, qui devrait faire « cousiner » démocratie et compétitivité dans la décennie à venir. Faut-il rappeler que pour le troisième mois consécutif, le taux de chômage a baissé au Danemark. On est tombé de 5,4 % à 5,3 % au mois de février. Preuve, s'il en est, qu'une bonne médication donne de bons résultats. Tous, économistes et syndicalistes, sont unanimes à saluer les réformes entreprises, engagées par un gouvernement

de gauche arrivé au pouvoir en 2011, qui mêlent flexibilité et sécurité.

Au reste, un peu partout, des initiatives sont prises, de courageuses politiques sont menées, des entreprises sont créées, la confiance se répand dans une Europe encore fragile mais vivante. C'est là le verre, à moitié plein, dont il faut se réjouir.

## II. UNE RESPONSABILITÉ HISTORIQUE

L'image, pour grossière qu'elle soit, peut s'appliquer à notre pays. La voie tracée est sans conteste la bonne, mais il faut la défricher au plus vite si on veut bientôt y trouver une culture de la compétitivité. Au plus vite car, aux dires mêmes des statisticiens de l'INSEE, la France devrait connaître, au cours du premier semestre 2014, une croissance « modeste » de l'ordre de 0,1 %. L'activité devrait s'accélérer au deuxième trimestre avec une hausse attendue de 0,3 %. L'ampleur de la tâche est donc considérable, d'autant que les voies de nos principaux voisins et partenaires, en Europe, sont nettement plus dégagées. Comme le souligne l'INSEE, la reprise de l'économie française serait en retrait de celle de l'ensemble de la zone euro au premier semestre. Dans l'état actuel des choses, il n'y a donc guère de miracle à attendre : la mollesse de la croissance ne permettra pas d'inverser la courbe du chômage.

Nous l'avons dit, le Premier ministre veut agir promptement. Chacun doit s'en réjouir car ceux qui nous observent et parfois nous font vivre, sont très attentifs au respect de nos engagements. Agir vite, c'est rassurer nos partenaires avant les élections du 25 mai et définir précisément la politique à mettre en œuvre pour redresser la deuxième économie de la zone euro. Agir vite, c'est se donner les moyens d'en finir avec ces maux qui pèsent sur nos épaules depuis trop longtemps déjà. Un coût du travail trop élevé, des marges insuffisantes pour des entreprises incapables d'investir, une désindustrialisation spectaculaire, un commerce extérieur déficitaire, une croissance trop faible pour endiguer le chômage et la montée des périls sociaux. Agir vite, c'est aussi révolutionner notre modèle en acceptant de fonder l'action politique non plus sur le seul État et ses démembrements, mais aussi sur la société civile dont on méconnaît les ressorts. Quand Olli Rehn, le Commissaire aux affaires économiques, nous rappelle que l'accent doit être mis sur l'accélération des réformes pour améliorer la compétitivité de l'économie française et

le redressement des comptes publics, il adresse un sérieux ultimatum à l'ensemble de notre classe politique. De fait, la France a déjà profité, dans le cadre de la procédure pour déficit excessif de deux reports de calendrier. Sommes-nous conscients du risque que nous faisons courir par nos lâchetés à la construction européenne ? Pouvons-nous nous satisfaire de présenter ainsi, aux yeux du plus grand nombre, l'image d'un vieux pays incapable de se réformer, miné par les peurs et par les archaïsmes ? Dire la vérité et agir vite, c'est donc respecter nos engagements budgétaires et « profiler » le navire France afin de l'adapter au nouveau siècle, lui donner de la souplesse, de la vitesse, afin qu'il puisse affronter les temps les plus incertains. En somme, le réformer et par là même, redonner confiance à un équipage inquiet et déprimé. Ce n'est pas le fait du hasard si la puissante fondation Bertelsmann, vient de publier une enquête peu complaisante mais ô combien éclairante sur l'état de notre pays <sup>(1)</sup>. Les conclusions sont sans appel : « *La France n'est pas capable d'affronter les défis de la construction européenne et de la mondialisation. Alors qu'elle se bat pour adapter son modèle économique et social à un monde changeant, les problèmes s'aggravent bien plus qu'ils ne diminuent* »... « *Le refus des élites politiques d'admettre la nécessité d'adapter le modèle français, a renforcé l'illusion qu'une politique économique différente pouvait échapper aux contraintes des marchés et de la compétitivité* ». En peu de mot, tout est dit. Pour autant, tout n'est pas joué si le gouvernement s'attelle avec courage et lucidité aux réformes essentielles.

C'est dire qu'il faut agir vite en matière de coût du travail, ne pas échelonner les allègements prévus afin de créer ce fameux choc de compétitivité, plutôt que de se perdre dans les méandres de mesures inopportunes. Oui, il paraît plus utile d'engager une véritable réforme territoriale comme le font la Grèce, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne plutôt que de s'évertuer à limiter la liberté d'entreprendre et le droit de propriété <sup>(2)</sup>. Oui, il faut limiter la frénésie législative et réglementaire, porteuse d'incertitude et de complexité plutôt que de s'acharner à multiplier les contraintes qui pèsent sur les entreprises. À cet égard, les décrets d'application relatifs à la prévention de la pénibilité constituent un très mauvais signal adressé aux entreprises. Oui, il faut que le marché du travail retrouve de la flexibilité, et s'interroger sur les conséquences d'un salaire minimum trop élevé, qui peut nuire, à la fois à l'emploi, à la confiance, et à la mobilité sociale plutôt que de renforcer les pouvoirs de l'inspection du travail. Le gouvernement Valls a peu de temps devant lui. Fasse le ciel qu'il aille vite et qu'il ne se trompe pas de priorités.

<sup>(1)</sup> Sustainable Governance Indicators 2014

<sup>(2)</sup> Loi Florange